



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 13/12/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALVANOPLAST PARIS

23 avenue du chemin des Reniers
92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE

Références : 31638
Code AIOT : 0006506328
N° Helios : 61771

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement GALVANOPLAST PARIS implanté 35-37 avenue du chemin des Reniers 92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE. L'inspection a été annoncée le 18/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection porte sur le respect par l'exploitant des arrêtés préfectoraux de mise en demeure n°2023-390 et n°2023-391 datés du 19/12/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVANOPLAST PARIS
- 35-37 avenue du chemin des Reniers 92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE

- Code AIOT : 0006506328
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVANOPLAST PARIS exerce une activité de traitement de surface notamment pour le secteur automobile. Cette installation est classée sous le régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des installations classées notamment pour les rubriques suivantes : 3260, 2565-2-A et 4110-2-a.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
3	Exploitation de l'installation	AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 2	/	Astreinte	
5	Prévention du risque incendie	AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 2	/	Astreinte	
6	Rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 3	/	Astreinte	
7	Rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 5	/	Astreinte	
8	Rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 6	/	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Exploitation de l'installation	AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 3	Levée de mise en demeure
4	Exploitation de l'installation	AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 4	Levée de mise en demeure
9	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 4	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que plus de la moitié des articles des deux arrêtés de mise en demeure n'ont pas été suivis d'effet. Ces non-conformités récurrentes concernent notamment le suivi des rejets atmosphériques et le dépôt d'un dossier de porter à connaissance auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine concernant les modifications réalisées sans autorisation sur l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Les installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 1978, solvants organiques (installations et activités listées à l'annexe VII de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles), sont soumises aux dispositions du présent arrêté. L'activité inclut le nettoyage de l'équipement, mais pas le nettoyage du produit fini, sauf indication contraire. Les dispositions sont également applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou au régime de l'enregistrement dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou par l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes.</p>
Constats : <p>Suite à l'inspection du 20/07/2023, il a été demandé à l'exploitant de se positionner au regard de la rubrique 1978 de la nomenclature des ICPE.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas répondu à cette demande concernant le positionnement de son installation.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra justifier du positionnement de son installation au regard de la rubrique 1978 de la nomenclature des ICPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Exploitation de l'installation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure n°2023-391 du 19/12/2023, article 3
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : La société GALVANOPLAST PARIS est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 1.5.5 de l'arrêté préfectoral DCPPAT n°2018-127 du 27 juillet 2018 précité. Elle devra transmettre au préfet tout document attestant de la disponibilité des fonds dans le cadre de l'actualisation des garanties financières, conformément aux dispositions de l'article R. 516-2 du code de l'environnement.
Constats : Suite à la loi du 23 octobre 2023 dite « Industrie verte », et de son décret d'application du 6 juillet 2024, les garanties financières visées à l'alinéa 5° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement sont supprimées. Ainsi, l'inspection des installations classées propose d'abroger l'article 3 de l'arrêté préfectoral du n° 2023-391 du 19 décembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Exploitation de l'installation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure n°2023-390 du 19/12/2023, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : La société GALVANOPLAST PARIS est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement précité. Elle devra transmettre au préfet, un dossier visant à porter à sa connaissance les nouvelles activités du site telles que la mise en service de deux nouveaux fours de cuisson et de deux nouvelles cabines de peinture débouchant sur de nouveaux points de rejets atmosphériques, ainsi que l'installation d'un oxydateur thermique pour le traitement des émissions atmosphériques, qu'elle exploite sans en avoir l'autorisation.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis de dossier de porter à connaissance à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine concernant les projets de modification de son installation permettant notamment d'apprécier le caractère notable ou substantiel de ces modifications. Ainsi, l'inspection des installations classée constate que l'article 2 de l'arrêté préfectoral du n° 2023-390 du 19 décembre 2023 n'a pas été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 4 : Exploitation de l'installation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure n°2023-390 du 19/12/2023, article 4
Thème(s) : Autre, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : La société GALVANOPLAST PARIS est mise en demeure de respecter, dans un délai de quatre mois, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité. Elle devra mettre en place les mesures permettant d'établir les consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect de l'arrêté préfectoral d'autorisation DCPAT n°2018-127 du 27 juillet 2018 précité.
Constats : L'exploitant a présenté les consignes d'exploitation comportant les vérifications à effectuer en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané. L'inspection des installations classées constate que l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2023-390 du 19 décembre 2023 a été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure n°2023-391 du 19/12/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique
Prescription contrôlée : La société GALVANOPLAST PARIS est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité. Elle devra mettre en place les mesures correctives afin de procéder à une mise aux normes existantes des installations électriques, et transmettre au préfet, un échéancier de remise en conformité de l'ensemble des installations électriques.
Constats : L'exploitant a présenté un échéancier des travaux de mise en conformité. Il a transmis le rapport de vérification électrique - certificat Q18 de son installation daté du 27/02/2024. Ce rapport conclut que l'installation "peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion". De plus, l'exploitant n'a transmis aucun autre document justifiant que l'installation a été mise aux normes depuis la réalisation de ce certificat Q18. Ainsi, l'inspection des installations classée constate que l'article 2 de l'arrêté préfectoral du n° 2023-391 du 19 décembre 2023 n'a pas été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure n°2023-390 du 19/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure du Cr VI
Prescription contrôlée : La société GALVANOPLAST PARIS est mise en demeure de respecter, dans un délai de quatre mois, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité. Elle devra faire réaliser le contrôle du paramètre concernant le polluant atmosphérique « Cr VI » par un organisme accrédité, et se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 précité concernant les mesures de rejets atmosphériques.
Constats : L'exploitant indique à l'inspection avoir réalisé les démarches auprès d'un bureau d'études pour la réalisation des rejets atmosphériques de l'ensemble des points de rejets et pour l'ensemble des polluants dont il doit effectuer la surveillance. Il a présenté un devis de 2024. Cependant, il s'est avéré que ce bureau d'études n'est pas accrédité pour la réalisation de mesure du Cr VI. Aussi, il a indiqué à l'inspection être en train de mandater un nouveau bureau d'études accrédité pour la réalisation de mesure de Cr VI. L'exploitant voulant réaliser la surveillance des rejets atmosphériques de l'ensemble des polluants lors d'une unique campagne de mesure, il n'a effectué au jour de l'inspection aucune campagne de mesure. Ainsi, l'inspection des installations classée constate que l'article 3 de l'arrêté préfectoral du n° 2023-390 du 19 décembre 2023 n'a pas été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure n°2023-390 du 19/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Recensement des points de rejets
Prescription contrôlée : La société GALVANOPLAST PARIS est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral DCPPAT n°2018-127 du 27 juillet 2018 précité. Elle devra mettre en place les mesures permettant de recenser l'ensemble des points de rejets atmosphériques et réaliser un inventaire exhaustif des émissaires du site, dans le cadre d'un porter à connaissance transmis au préfet afin de mettre à jour l'arrêté préfectoral d'autorisation DCPPAT n°2018-127 du 27 juillet 2018 précité.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place les mesures permettant de recenser l'ensemble des points de rejets atmosphériques et réalisé un inventaire exhaustif des émissaires du site. Ainsi, l'inspection des installations classée constate que l'article 5 de l'arrêté préfectoral du n° 2023-390 du 19 décembre 2023 n'a pas été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure n°2023-390 du 19/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure du débit et des concentrations des polluants
Prescription contrôlée : La société GALVANOPLAST PARIS est mise en demeure de respecter, dans un délai de quatre mois, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 10.2.1.1 de l'arrêté préfectoral DCPPAT n°2018-127 du 27 juillet 2018 précité. Elle devra faire réaliser par un organisme agréé, les mesures de débit et des concentrations de l'ensemble des polluants visés à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DCPPAT n°2018-127 du 27 juillet 2018 précité.
Constats : L'exploitant indique à l'inspection avoir réalisé les démarches auprès d'un bureau d'études pour la réalisation des rejets atmosphériques de l'ensemble des points de rejets et pour l'ensemble des polluants dont il doit effectuer la surveillance. Il a présenté un devis de 2024. Cependant, il s'est avéré que ce bureau d'études n'est pas accrédité pour la réalisation de mesure du Cr VI. Aussi, il a indiqué à l'inspection être en train de mandater un nouveau bureau d'études accrédité pour la réalisation de mesure de Cr VI. L'exploitant voulant réaliser la surveillance des rejets atmosphériques de l'ensemble des polluants lors d'une unique campagne de mesure, il n'a effectué au jour de l'inspection aucune campagne de mesure. Ainsi, l'inspection des installations classée constate que l'article 6 de l'arrêté préfectoral du n° 2023-390 du 19 décembre 2023 n'a pas été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 9 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure n°2023-391 du 19/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance mensuelle du Ni et du Zn
Prescription contrôlée : La société GALVANOPLAST PARIS est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 10.2.3.2 de l'arrêté préfectoral DCPAT n°2018-127 du 27 juillet 2018 précité. Elle devra mettre en place une surveillance mensuelle des polluants Ni (Nickel) et Zn (Zinc) par un organisme agréé.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de surveillance mensuels des rejets aqueux des eaux résiduelles réalisée par le bureau d'études APAVE entre octobre 2023 et juillet 2024. L'inspection constate que l'exploitant a procédé à une surveillance mensuelle du zinc et du nickel et une surveillance trimestrielle des autres polluants mentionnés à l'article 10.2.3.2 de l'arrêté préfectoral DCPAT n°2018-127 du 27 juillet 2018. L'inspection des installations classées constate que l'article 4 de l'arrêté de mise en demeure du n° 2023-391 du 19 décembre 2023 a été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure